

Commune de WAILLY

Séance du samedi 11 juillet 2020

Nombre de Conseillers :

- En exercice : **15**
- Présents : **12**
- Votants : **15 (3 pouvoirs)**

L'an deux mil vingt, le onze juillet à dix heures, le Conseil Municipal s'est réuni, à la mairie, Salle du conseil dans le cadre des règles sanitaires exigées pour la lutte contre le COVID-19, sous la Présidence de Monsieur Mickaël AUDEGOND, Maire, en suite de convocation dans le respect de l'Article L.2121-11 du CGCT en date du sept juillet deux mil vingt dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Présents : Mmes Colette NOURRY, Dominique LEFEBVRE, Martine CAPPON, Nathalie BART et Lydie NOIRET,

MM Mickaël AUDEGOND, Henri MACE, Didier LETERME, Gautier MOERMAN, Frédéric PONTHEUX, Jean-Marc CLABAUX et Jérémy PRONIEZ.

Pouvoirs : Ingrid LORIDANT a donné pouvoir à Colette NOURRY ; Gaëtane DELATTRE a donné pouvoir à Dominique LEFEBVRE ; Franco GRACEFFA a donné pouvoir à Henri MACE.

Secrétaire de Séance : Madame Colette NOURRY.

OBJET : Délibération 2020-018 : Renouvellement des Contrats de maintenance avec : DEFIBRIL – BODET – ICARE :

Considérant l'obligation de renouvellement des Conventions pour un meilleur service à la population,

Considérant la recherche systématique de contrats au critère du meilleur qualité/prix,

Considérant les renouvellements à valider contrat par contrat,

Après en avoir débattu,

- **DEFIBRIL** : société qui assure la maintenance des défibrillateurs de la commune
Délibération 2020-018 a adoptée à l'unanimité.

- **BODET** : société qui assure l'entretien campanaire de notre église.

Délibération 2020-018-b adoptée à l'unanimité.

- **ICARE** : société qui s'occupe de la maintenance de nos deux radars pédagogiques.

Délibération 2020-018-c adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré, d'adopter cette Délibération l'unanimité.

Fait et délibéré le 11 juillet 2020.

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Mickaël AUDEGOND.



« La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Mairie de WAILLY, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal ».

